COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

n° 4 - 5fr. - Septembre 1985

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

PSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCP

LA DERNIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ELUE EN 1981

LEUR CALENDRIER POLITIQUE

Tous les partis et organisations politiques admettent, implicitement ou explicitement, pour les mois qui viennent, sensiblement le même schéma politique. En octobre s'ouvre la dernière session de l'Assemblée Nationale. Elle dure jusqu'à la fin décembre. Déjà la campagne électorale est commencée. Elle s'intensifiera alors. A son issue, en mars 1986, une majorité de députés R.P.R.-U.D.F. est élue à l'Assemblée Nationale. Un important contingent de députés du Front National y entre. La nouvelle majorité indique à MITTERRAND qui doit devenir premier ministre. MITTERRAND se soumet et le nomme. Un gouvernement composé de ministres R.P.R. et U.D.F. est constitué. Il restera à la majorité R.P.R.-U.D.F. à contraindre MITTERRAND à se démettre et à faire élire un président de la République U.D.F.-R.P.R. Le résultat des élections de mars 1986 et leur suite doivent signifier définitivement au prolétariat : 1981 fut une illusion, il n'y a pas de solution ouvrière possible à la question du pouvoir, il n'y a pas de gouvernement ouvrier possible, seuls sont possibles des gouvernements bourgeois, des gouvernements qui défendent les intérêts du capital.

En réalité, ce sont les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis quatre ans, le gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CREPEAU, le gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU, gouvernements que la majorité PS-PCF a couverts et couvre, qui se sont efforcés d'en faire la démonstration pratique à la population laborieuse. Ils ont trahi les intérêts des travailleurs, bafoué leurs aspirations, défendu et fait prévaloir les intérêts du capitalisme en crise. Et ils continuent. Le budget que le gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU a mis au point est un budget de "super austérité", au détriment des exploités et en faveur des exploiteurs. Ce même gouvernement vient de faire voter nombre de mesures totalement réactionnaires: loi JOXE renforçant les moyens dont dispose la police ; loi sur les congés formation-reconversion. D'autres projets, comme celui concernant l'enseignement technique, sont soumis à l'Assemblée. Ce gouvernement est prêt à faire ratifier tout ce que la bourgeoisie estimera nécessaire de faire ratifier d'urgence. Il prépare ouvertement, consciemment, le retour au pouvoir des partis du capital, le R.P.R. et l'U.D.F.

A la direction du P.S. ce ne sont pas les intérêts des travailleurs qui sont les sujets de préoccupation, mais : comment MITTERRAND pourra-t-il faire pour se maintenir à la présidence après les élections de mars 1986 ? Comment faire pour limiter la casse électorale ? Après les élections pourront-ils participer au nouveau gouvernement et le faudra-t-il ? A la direction du P.C.F., ce ne sont pas plus les intérêts des travailleurs qui sont pris en compte. Sa politique est entièrement axée sur la division des syndicats, des partis ouvriers et des travailleurs, sur la bouzille des capacités de combat de la classe ouvrière. La direction du P.C.F. a un objectif précis : aider de tous ses moyens l'U.D.F. et le R.P.R. à reprendre la majorité à l'Assemblée Nationale, à récupérer le pouvoir.

OBJECTIFS ET PROGRAMME DU R.P.R. ET DE L'U.D.F.

En vue des élections de mars 1986 et dans la perspective de leur retour au pouvoir, l'U.D.F. et le R.P.R. avancent un programme brutalement et cyniquement réactionnaire. Ce programme s'appuie sur la politique que les gouvernements au pouvoir depuis 1981 ont appliquée. Mais il n'en est pas la simple continuité. Son application viserait à des modifications radicales dans les rapports entre les classes en France au détriment du prolétariat, au profit des intérêts du grand capital. Il s'agit de reprendre les projets initiaux de DE GAULLE et de la Ve République qui visaient à établir le corporatisme, à détruire toutes les organisations de classe du prolétariat, syndicats et partis. DE GAULLE allait jusqu'à dire : "il faut en finir avec le régime des partis".

La grève des mineurs de mars-avril 1963, la grève générale spontanée de mai-juin 1968, la défaite de DE GAULLE au référendum du 27 avril 1969 (défaite qui l'a contraint à démissionner) sont autant de temps forts d'un long combat que les travailleurs ont mené contre la Ve République, ses institutions, sa fonction politique, pour défendre leurs revendications, leurs acquis, leurs droits, notamment celui d'organiser leurs syndicats, leurs partis, d'exister comme classe pour soi. Les acquis de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse ont subi de nombreuses atteintes. De multiples organismes de "participation" ont été institués par les gouvernements de la Ve République auxquels les syndicats participent d'ailleurs. Mais pour l'essentiel, le "projet" politique de la Ve République, en particulier le corporatisme, n'a pu être appliqué. Au cours de ce long combat, nécessairement la question du pouvoir a été maintes fois soulevée. La Ve République, ses institutions, ses gouvernements ont été mis en cause. Au travers d'eux, c'était le pouvoir, les institutions, les gouvernements, l'Etat bourgeois qui étaient visés. En votant massivement pour le P.S. et le P.C.F. en 1981,, en leur donnant la majorité, la population laborieuse entendait régler cette question soulevée à de multiples reprises depuis 1963 par le combat de la classe ouvrière. De ces partis, elle attendait qu'ils constituent un gouvernement ouvrier et pratiquent une politique ouvrière.

En reprenant le pouvoir, les partis bourgeois veulent annuler ce long combat de la classe ouvrière qui va de la grève des mineurs de 1963 à l'élection d'une majorité de députés P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale en 1981. C'est pourquoi le gouvernement actuel ne doit être qu'un gouvernement de transition vers le retour au pouvoir du R.P.R. et de l'U.D.F., que MITTERRAND doit être contraint à se démettre, quels que soient les bons et loyaux services qu'ils aient rendus et rendent toujours à la bourgeoisie. Pour la bourgeoisie, le retour au pouvoir de ses partis, la reprise du "projet" politique initial de la Ve République sont d'autant plus nécessaires que s'exacerbent les contradictions du mode de production capitaliste, la concurrence internationale et que menacent une crise financière internationale et la dislocation du marché mondial. Pour les capitalistes, un seul recours : faire supporter à la population laborieuse les conséquences écrasantes de la crise internationale du capitalisme.

OUI, MAIS...

Appliquer cette politique exige quelques pré-conditions :

- la classe ouvrière, faute de perspective politique ne doit pas réagir de la seule façon dont cela lui est possible en utilisant ses méthodes de classe ;

- les partis bourgeois savent que la classe ouvrière ne se ralliera pas à eux, mais ils espèrent que, écoeurés par la politique du P.S. et du P.C.F., des millions et des millions de travailleurs ne voteront pas aux élections de mars 1986.

La première de ces conditions est décisive. Elle n'est pas assurée. Dans "Le Monde" du mardi 13 août, MICHEL NOBLECOURT écrit un artcile au titre significatif : "Les inquiétudes de la "rentrée sociale"... "Une torpeur ambiguë". On y lit :

"Le calme social a été tel ces derniers mois, en dehors de quelques abcès de fixation qui défiaient la chronique, que certains dirigeants gouvernementaux et patronaux s'en sont même inquiétés... L'inquiétude est fondée sur le fait qu'on est en présence d'une sorte de torpeur qui n'a rien à voir avec une quelconque paix sociale"... "(les) salariés loin d'accepter la politique économique et sociale, dont ils subissent directement les durs effets sur leur pouvoir d'achat, oscillent entre la résignation devant la dureté inévitable de la crise et un mécontentement d'autant plus fort que la déception est grande mesurée à l'aune des espoirs qu'avait fait naître mai 1981".

OUVRIR UNE PERSPECTIVE POLITIQUE, COMBATTRE POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

La classe ouvrière n'est pas défaite. Ses ressources sont immenses. "Y aura-t-il" ou non "la grève générale" est une spéculation vaine. Il importe de contribuer selon les moyens dont on dispose à dégager une voie à la classe ouvrière. La classe ouvrière a conscience que le plus sûr moyen d'empêcher que les partis bourgeois reviennent au pouvoir et appliquent leur programme est de balayer la politique du gouvernement actuellement au pouvoir, d'imposer un gouvernement qui concrétise "les espoirs qu'avait fait naître mai 1981". Les députés du P.S. et du P.C.F., que les travailleurs ont élus en 1981, vont une fois encore siéger à la session d'octobre de l'Assemblée Nationale. D'eux-mêmes ils ne romperont pas avec la politique qu'ils ont couverte jusqu'alors et à laquelle ils ont participé. D'eux-mêmes, ils ne décideront pas d'un gouvernement émanant directement de la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale, responsable devant elle et appliquant une politique ouvrière et anti-capitaliste. Mais les travailleurs qui les ont élus peuvent aller, à un million et plus, manifester à l'Assemblée Nationale pour leur dicter leur volonté.

Cet objectif peut devenir un puissant levier pour la mobilisation de la classe ouvrière. Tout ce qui va dans ce sens est positif : grèves et manifestations à l'Assemblée Nationale de corporations entières, grève générale et manifestation de tous à l'Assemblée Nationale. Il peut devenir un puissant levier dans l'action pour la réalisation du Front Unique des organisations ouvrières et notamment des centrales et organisations syndicales qui ne peuvent rester neutres face à la politique du gouvernement actuel, à la menace du retour au pouvoir des partis bourgeois et à leur programme. Il peut être un puissant levier pour la mobilisation et l'organisation unitaire des travailleurs élisant leurs délégués en Assemblées Générales qui, siégeant aux côtés des responsables syndicaux, en Conférences Ouvrières et Démocratiques, en comités de grève, à tous les niveaux, prépareront, dirigeront le combat et garantiront l'unité.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

AFRIQUE DU SUD: IL S'AGIT DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'IMPERIALISME : CONSTAT D'IMPASSE

Depuis la mi-juillet, il ne se passe presque plus un jour sans qu'il ne soit question, dans la presse et aux informations, de l'Afrique du Sud. Malgré la proclamation de l'état d'urgence qui, dans les conditions de répression et d'oppression totales caractérisant le régime de l'apartheid, a valeur de proclamation de guerre civile contre la population noire : malgré les assassinats, enlèvements, tortures et violences policières, malgré l'occupation militaire des "townships" (ces villes satellites "réservées" aux noirs dont SOWETO est la plus tristement célèbre), malgré l'exacerbation des contrôles poli ciers aux

frontières entre les "homelands", c'est-à-dire les "réserves indigènes" proprement dites et les zones industrielles où l'exploitation capitaliste est organisée, les masses noires se dressent contre le régime de l'apartheid . Manifestations, notamment au moment des enterrements des victimes de la répression, heurts frontaux avec les forces de répression et grèves se succèdent à un rythme toujours plus rapide.

Les dirigeants et porte-parole de l'impérialisme mondial ne cachent pas leur préoccupation. Ils multiplient interventions et pressions de toutes sortes (REAGAN et THATCHER tout autant que le gouvernement MITTERRAND) pour pousser, mais aussi aider, le gouvernement BOTHA à modifier quelque peu les formes de la domination politique en vigueur en Afrique du Sud et concéder des droits politiques limités à la population noire. Depuis longtemps déjà, l'impérialisme a cherché à trouver au gouvernement BOTHA et au parti national des interlocuteurs politiques à la fois reconnus par une large fraction des masses noires et disposés à se montrer "raisonnables" dans leurs revendications. Les chefs des multiples églises, dont l'évêque DESMOND TUTU est le plus connu, occupent désormais cette fonction. Mais le gouvernement BOTHA et le parti national se raidissent et s'enfoncent dans leur politique de guerre civile contre le prolétariat et les masses noires. Les journaux américains et britanniques constatent, de plus en plus inquiets, que "l'impasse" est totale.

LES TRAITS ORIGINAUX DE L'ETAT CAPITALISTE D'AFRIQUE DU SUD

Cette "impasse" traduit l'extrême difficulté pour ne pas dire l'impossibilité de modifier à froid les formes de la domination politique en Afrique du Sud en raison tant de l'histoire de la formation de l'Etat capitaliste de l'Afrique du Sud et de la fonction qui lui a été assignée par l'impérialisme, que de la place particulière des rapports de domination politique par rapport à l'extraction même de la plus-value. L'Etat de l'apartheid est l'Etat d'une colonie de peuplement démographiquement faible (4,5 millions de personnes de race blanche seulement) qui, après avoir tenté , sans succès bien sûr (étant donné les caractéristiques du continent africain et le degré de développement des nations qui s'y trouvaient aux 18 et 19e siècles) de procéder par extermination des peuples d'origine comme cela fut le cas aux Etats-Unis et au Canada, s'est vu au contraire obligé de prolétariser une fraction croissante devenue aujourd'hui l'écrasante majorité de la population noire vivant sur l'immense territoire conquis.

L'Etat sud africain a intégré profondément, au coeur même des rouages institutionnels de la domination politique, les "valeurs" sociales des premiers fermiers capitalistes "africaners" ou "boers". La place assignée au 20e siècle, par les impérialismes américain et anglais, à cet Etat de place forte assurant la domination impérialiste et blanche dans toute l'Afrique, n'a fait que fortifier ces traits. L'impérialisme est lui aussi à l'origine de l'apartheid même s'il cherche aujourd'hui à s'en dégager et qu'il se heurte , dans cette tentative, à tout ce qui vient du passé africaner, raciste, provenant de la formation de l'Etat d'Afrique du Sud.

L'originalité de la situation sud africaine c'est que les rapports de domination politique des anciens conquérants blancs sur les peuples conquis et les rapports entre capitalistes et salariés s'y sont pratiquement confondus : la privation des masses noires, du seul fait de la couleur de leur peau, de TOUS droits -droits politiques, mais aussi droits syndicaux et droits élémentaires de législation du travail- ne fonde pas seulement la forme de l'Etat, mais détermine aussi la formation du taux de plus-value, du taux de profit, du taux d'accumulation du capital.

L'organisation de ces rapports de domination raciste est d'une grande complexité et comporte en particulier le recours étendu à différentes formes collectives d'assignation forcée à résidence dans les villes satellites exclusivement noires (les "townships" type SOWETO), mais aussi dans les "protectorats", Etats satellites de l'Etat apartheid sud africain et enfin dans les "réserves indigènes" (homelands ou bantoustans) d'où les ouvriers noirs partent chaque jour pour travailler munis d'un "pass", à la fois passeport et permis de travail, dans les industries "frontalières" de l'Etat "blanc".

MASSES ET PROLETARIAT NOIRS, BLANCS ET INDIENS

Aux côtés du prolétariat noir, aujourd'hui fort de 6 millions de personnes dont 3 millions, surtout des hommes, dans les mines et l'industrie manufacturière et 1,5 million dans l'agriculture, il existe une petite classe ouvrière blanche. Mais celle-ci a accepté depuis les années 20 de lier son sort à celui du capital et d'appuyer la domination raciale, de recevoir des salaires dans des rapports de 10 à 1 à travail égal, de réserver pour elle-même tous les emplois qualifiés et le droit à l'instruction.

Aujourd'hui, la classe ouvrière blanche apporte son appui à l'aile la plus réactionnaire du parti de BOTHA. Elle n'est pas une force de la révolution en Afrique du Sud mais, bien au contraire, une couche dont la possibilité même de continuer à y vivre dépendra bientôt de sa capacité à accepter ou non de perdre ses privilèges raciaux et de vivre comme les autres prolétaires, les prolétaires noirs.

Il existe aussi une communauté et une fraction de la classe ouvrière d'origine indienne, importée comme main d'oeuvre à la fin du 19e siècle et des métis de l'époque où le métissage était encore toléré. L'avenir de ces communautés dans la future Afrique du Sud est mieux assuré que ne l'est celui des ouvriers et employés blancs. Mais les dirigeants politiques petits-bourgeois des communautés indiennes et métisses ont accepté, il y a quelque temps de rompre la solidarité avec les masses noires et d'exercer des droits politiques tronqués.

NOS MOTS D'ORDRE

Aujourd'hui, ce sont les masses noires et elles seules qui sont le moteur de la révolution en Afrique du Sud et le prolétariat industriel et minier qui en est la force décisive. Le prolétariat représente le fer de lance des luttes engagées en meme temps qu'il en détermine le contenu social . Deux mots d'ordre politiques décisifs de caractère démocratiques centralisent aujourd'hui, du point de vue du Programme de Transition, le combat pour la révolution en Afrique du Sud :

- A BAS L'APARTHEID ! POUVOIR NOIR !

La place du prolétariat noir, ainsi que la nature des liens exposée plus haut entre domination politique et extraction de la plus-value, se chargent de donner de façon immédiate le contenu anti-capitaliste et anti-impérialiste de ces mots d'ordre démocratiques.

Le contenu de A BAS L'APARTHEID ! POUVOIR NOIR ! c'est le droit d'organisation et de grève pour le prolétariat noir, c'est la fin de la discrimination dans les salaires : salaire égal à travail égal, salaire assurant enfin la reproduction de la force de travail, à bas le travail migrant et les contrats précaires sans aucun droit social, à bas la fiction de l'économie domestique paysanne des "réserves indigènes" comme cadre de la reproduction de la force de travail, égalité d'accès à l'instruction et à tous les emplois, ensemble, avec toutes les revendications relatives au logement et au transport. Dans les conditions historiques où l'accumulaton capitaliste a été établie en Afrique du Sud A BAS L'APARTHEID ! POUVOIR NOIR ! sont des mots d'ordre démocratiques qui ouvrent immédiatement la voie vers l'expropriation du capital et le renversement du joug de l'impérialisme . La solution de la question de l'indépendance nationale ouvre directement sur la réalisation des revendications transitoires et le combat pour le socialisme.

LES POSITIONS DE LA DIRECTION DU P.C.I.

Est-ce par souci de ne pas effrayer les puissants "amis réformistes" avec lesquels la direction du P.C.I. entend construire le "M.P.P.T." ou par une adaptation déjà plus profonde aux besoins de l'impérialisme que la déclaration publiée au nom du C.I.R. (IVe Internationale) dans Informations Ouvrières 1221 du

1er août, se borne à employer une formule où chacun peut y mettre bien sûr ce qu'il veut, mais qui est aujourd'hui très exactement celle de tous ceux qui cherchent une issue en Afrique du Sud en deçà de la révolution prolétarienne . Les trotskystes ne peuvent pas dire, comme le P.C.I. le dit au nom du C.I.R., que "la revendication essentielle des masses noires" est celle "d'une participation politique qui leur donne leurs pouvoirs qui doivent être les leurs"... Les trotskystes doivent dire que les revendications essentielles sont : A BAS L'APARTHEID ! POUVOIR NOIR ! et ensuite seulement, sur la base du pouvoir noir et s'alignant sur lui la constituante souveraine qui établira la future organisation politique de la région sur d'autres bases que la séparation en Etats blancs, "protectorats", "homelands" et les divisions raciales multiples qui accompagnent ces séparations.

L'Afrique du Sud est une pièce maîtresse de la domination impérialiste mondiale, non seulement par rapport à l'ensemble du continent africain, mais par rapport à l'ensemble des peuples opprimés par l'impérialisme. Les positions politiques au sujet de l'Afrique du Sud seront dans les mois et les années à venir, une pierre de touche décisive pour toutes les organisations politiques. La direction du P.C.I. s'alignera-t-elle, comme elle le fait pour le Tchad et le Liban, sur les courants et organisations qui s'orientent toujours en fonction des besoins de l'impérialisme ?

BOYCOTT DE L'AFRIQUE DU SUD

Toutes les organisations ouvrières condamnent en principe l'apartheid. Toutes s'indignent de la répression criminelle de la population noire par le gouvernement de l'Etat de l'Afrique du Sud, les massacres. Elles ont à remplir un devoir pressant : organiser internationalement et dans chaque pays le "boycott" de l'Etat et du gouvernement de l'Afrique du Sud. Plus un transport par route, par train, par avion, par bateau pour l'Afrique du Sud. En France, les organisations ouvrières doivent organiser en Front Unique le "boycott". Les organisations qui se réclament de la IVe Internationale, le P.C.I. notamment, ont à mener campagne pour que les partis et les syndicats ouvriers organisent en Front Unique le "boycott" de l'Afrique du Sud.

Une lecture utile pour en savoir plus : R. LEFORT
"L'Afrique du Sud, histoire d'une crise"
Petite collection Maspero - 1977

0000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000000

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.

RESOLUTION DEPOSEE AU CONGRES DE L'UNION DEPARTEMENTAL F.O. DU RHONE (22 JUIN 1985) PAR LE SYNDICAT FORCE OUVRIERE HOPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU

Notre congrès de l'U.D. se tient au moment où les partis R.P.R.-U.D.F. et BARRE ont présenté leur programme de gouvernement pour 1986 qui prévoit la destruction de tous les acquis de la classe ouvrière : diminution des dépenses publiques (200 milliards), généralisation des contrats à durée déterminée, extension massive des T.U.C. à tous les secteurs de la production, démantèlement de la sécurité sociale et extention des assurances privées, démantèlement de l'école publique en instaurant la concurrence entre les établissements scolaires, refonte du Code du Travail, dénationalisation de certaines entreprises, revenir sur le S.M.I.C., extension de la mobilité de l'emploi.

Aujourd'hui, le patronat, pour maintenir ses profits, est obligé de reprendre à la classe ouvrière tous les acquis qu'elle a arrachés avec ses syndicats, en particulier notre syndicat F.O. Chacun peut le constater, depuis quelques années, il n'y a plus de grains à moudre !... Au contraire, toutes les négociations que propose le C.N.P.F. aux organisations syndicales visent à leur faire prendre en charge le démantèlement de ces acquis.

Notre syndicat n'a d'ailleurs pas signé les accords sur la flexibilité du temps de travail. Il s'est prononcé contre les T.U.C. et n'a pas signé les accords salariaux dans la Fonction Publique. Or, que fait ce

gouvernement aujourd'hui ? Au travers des lois de décentralisation, il entend faire participer les syndicats à la politique de gestion de la crise, au démantèlement des acquis de la classe ouvrière dans des organismes tripartites dans lesquels les élus politiques auront une place prépondérante.

Dans le secteur Santé, cela est clair : la dotation globale secteur Santé sociale devra être répartie par ces commissions, visant à faire des économies sur le dos des personnels et des malades :

. augmentation de la consultation hospitalière,
. diminution du nombre de médicaments remboursés,
. augmentation du ticket modérateur,
. suppression de lits,
. compression des postes,
. menace de licenciements,
. perte du pouvoir d'achat, etc...
. licenciements dans la Fonction Publique.

La décentralisation organise l'éclatement du secteur santé publique et l'autonomie des établissements d'un même service public et la concurrence entre eux. Que devient alors, dans ce cadre, l'indépendance du syndicat, s'il siège dans ces organismes ? Nous allons voir les établissements, les syndicats d'établissement se battre les uns contre les autres pour avoir leur part du gâteau. Participer à ces instances, même si c'est pour s'opposer à la politique qu'elles définissent, n'est-ce pas les cautionner ? Comment, dans chaque établissement, pourrons-nous maintenir le combat syndical si, au plus haut niveau, nos représentants F.O. les cautionnent ?

Les lois de décentralisation, le projet de budget 86 annoncés par FABIUS, d'une rigueur sans précédent, font le lit de la politique de CHIRAC et permettront au C.N.P.F. CHIRAC-GISCARD-BARRE d'aller beaucoup plus loin dans l'aggration des conditions de vie de la classe ouvrière dans son ensemble et de la Fonction Publique en particulier.

Notre congrès ne peut ignorer cette situation. En 1969, la confédération F.O. a appelé à voter NON au référendum de DE GAULLE et à son projet de régionalisation (qui est repris aujourd'hui par ce gouvernement sous l'appellation décentralisation), appel qui a obligé les autres centrales syndicales à se prononcer dans ce sens et qui a fait que ce projet n'a pu être appliqué. Ne sommes-nous pas dans une situation comparable aujourd'hui ?

Notre congrès U.D., la confédération toute entière, ont des responsabilités particulières pour défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, l'indépendance de notre syndicat. Ne devons-nous pas tout faire pour interdire le gigantesque bond en arrière qui se prépare pour la classe ouvrière ?

Le congrès de l'U.D. doit se prononcer contre les lois de décentralisation et refuser de siéger dans les organismes tripartites qui seront mis en place. Il doit appeler à des Assemblées Générales en faisant des propositions unitaires aux autres syndicats dans toutes les entreprises ou établissements pour discuter de ces propositions.

Le congrès de l'U.D. 69 s'adresse à la confédération pour qu'elle aille dans ce sens :

- qu'elle propose aux autres centrales syndicales d'organiser la manifestation unie de la classe ouvrière à l'Assemblée Nationale, à la session d'automne, pour imposer à la majorité actuelle qu'elle fasse une politique conforme aux intérêts des travailleurs,

- qu'elle propose l'abrogation de toutes les lois de décentralisation,

- qu'elle vote un budget conforme aux intérêts des travailleurs.

-0-0-0-0-

UN APPEL A TOUS LES MANIPULATEURS(TRICES) RADIO, A TOUS LES CENTRES RADIO

A la suite de la grève nationale et de la manifestion du 29 mai 1985 au Ministère de la Santé appelées par la Coordination Nationale des Manipulateurs Radio et des fédérations syndicales C.G.T. et C.F.D.T., il nous est apparu nécessaire de faire cette mise au point.

La grève et la manifestation ont montré la volonté d'unité du personnel contre la circulaire supprimant les congés-rayons : 3000, venus de toute la France, organisés ou non en coordinations, avec les organisations

syndicales, avec un seul mot d'ordre : "Abrogation de la circulaire".

La délégation a été reçue par le ministre pendant trois quarts d'heure et au retour, le représentant de la Coordination Nationale a déclaré : "Le ministre n'abroge pas la circulaire, mais des portes sont ouvertes".

A l'Assemblée Générale de la Bourse du Travail, devant 500 personnes, le délégué de la Coordination Rhônes-Alpes prend la parole pour nous dire qu'il ressort de l'entrevue que "deux portes sont ouvertes : négociation dans les C.H.S. et possibilité de discussion pour certains personnels directement soumis aux rayons ionisants..."

Présent dans la salle, j'ai fait l'intervention suivante :

"Le 23 mai, nous avons fait voter par l'Assemblée Générale du personnel du Centre Hospitalier de Puteaux une résolution qui dit en conclusion :

L'Assemblée Générale prend acte de la combativité des manipulateurs radio et partage leur souci de réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations.
Sans se prononcer sur les formes de l'action, l'Assemblée Générale, réunie le 23 mai 1985, affirme que c'est par les voies du combat unitaire dont les travailleurs, avec les organisations syndicales, décident eux-mêmes dans l'unité des moyens d'action, qu'il sera possible de faire reculer le gouvernement, d'imposer l'abrogation de la circulaire du 30 janvier et des mesures de démantèlement de l'hôpital public, au travers de la décentralisation-départementalisation.

Un télégramme est envoyé à la Coordination Rhônes-Alpes, et la résolution à toutes les Fédérations Syndicales.

Aujourd'hui, la majorité des centres de radio sont en grève, la manifestation était un succès.Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. sont là, F.O. non, et le ministre ne cède pas, les préfets de cèderont pas, les administrations ne cèderont pas.Où est la solution ?

A l'origine de la circulaire, c'est la question du député VIVIEN à l'Assemblée Nationale.Nos députés, en plusieurs endroits, ont pris position contre la circulaire. Il existe une majorité de députés du P.S. et du P.C.F. à l'Assemblée Nationale. Eux, nous les avons élus.Il faut aller en manifestation à l'Assemblée Nationale leur dicter notre volonté.

Je propose que la Coordination Nationale vote une résolution aux Fédérations Syndicales et aux manipulateurs radio pour qu'ils décident ensemble : dans l'unité, grève générale jusqu'à satisfaction et manifestation massive de toute la profession à l'Assemblée Nationale.

Il est de la responsabilité de nos organisations syndicales de prendre position là-dessus.La puissance d'une telle position prise dans l'unité par les syndicats, c'est la solution.Toute autre position de leur part ne ferait que permettre ce que veut le gouvernement : le maintien de la circulaire supprimant les congés rayons.

RESOLUTION :
La Coordination Nationale, devant le refus du ministre d'abroger la circulaire du 30 janvier 1985, s'adresse aux Fédérations Syndicales C.G.T., F.O., C.F.D.T. et aux manipulateurs radio pour qu'ils décident dans l'unité : Grève générale jusqu'à satisfaction - Manifestation à l'Assemblée Nationale."

La réunion nationale n'a pas voté ces propositions malgré plusieurs interventions allant dans le sens de l'unité contre la division.

Les organisations syndicales n'ont rien dit, n'ont rien répondu, elles ont chacune leur tour renvoyé la mobilisation à plus tard, à autre chose.

Pourtant, l'année 1985 est une année décisive et les manipulateurs radio ont montré à l'évidence qu'ils cherchent les moyens pour imposer une véritable unité, pour constituer les formes d'organisation qui permettront de décider du combat nécessaire et de ses objectifs.

Il faut en discuter dans tous les centres de radiologie, dans toutes les salles de radiologie.

-0-0-0-0-

LYON LE 1er JUILLET 1985, LETTRE DE CHRISTOPHE JACQUES AUX DIRIGEANTS DE L'U.N.E.F., AUX REPRESENTANTS DE L'U.N.E.F. A LA DIRECTION DE LA M.N.E.F.

Je suis militant de l'UNEF.

Aux dernières élections de la MNEF, je me suis porté candidat sur la liste unique de la MNEF-Lyon-Saint-Etienne, liste qui n'était pas une liste de l'UNEF-ID mais une liste unique sur laquelle figuraient les dirigeants de mon syndicat ("présentée par le bureau local sortant, soutenue par le bureau national de la MNEF). Ce type de liste soutenue par le BN de la MNEF et par l'UNEF existe aussi dans les autres villes universitaires.

Tout en regrettant la non présentation d'une liste syndicale "UNEF-ID", je me suis inscrit sur cette liste unique sur la base des principes défendus par l'UNEF-ID, dans la continuité des positions des Congrès de l'UNEF-ID.

C'est ainsi que je me suis porté candidat. Et parce que la direction nationale de la MNEF venait de remettre en cause le principe du tarif unique de cotisation, je suis allé au Congrès de la MNEF dans le but de défendre le tarif unique, position traditionelle de mon syndicat.

Mais déjà une question se pose : la direction de l'UNEF-ID était forcément au courant de la décision prise par le BN de la MNEF. Elle ne pouvait pas ne pas le savoir, ce qui n'était pas le cas du grand nombre des militants UNEF-ID qui, comme moi, s'étaient portés candidats en ignorant à ce moment-là ce qui s'était décidé en haut lieu.

Participant à la direction de la MNEF, les dirigeants de l'UNEF savaient que la décision avait été prise de détruire le principe du tarif unique : dans ces conditions, pourquoi la direction de l'UNEF n'a-t-elle pas présenté de liste indépendante aux élections MNEF en défense du tarif unique ? pourquoi a-t-elle soutenu une liste unique dont la plate-forme publique, la profession de foi ne dit pas un seul mot de cette question centrale ?

Pour défendre le tarif unique, il fallait faire appel à tous les étudiants mutualistes, il fallait porter le débat publiquement, et donc présenter une liste UNEF-ID en défense de la MNEF, contre la décision prise par les dirigeants de la MNEF. La direction de mon syndicat ne l'a pas fait.

J'ai assisté au Congrès. J'avais préparé l'intervention ci-jointe (1), projet d'intervention que j'ai fait lire à de nombreux délégués.

Au début de l'après-midi, le service d'ordre m'a retiré mon mandat de délégué que les "responsables" de la délégation de Lyon ont refusé de me rendre. On m'a empêché d'intervenir à la tribune, de lire mon intervention. J'ai protesté, en vain.

Quelques délégués d'autres villes, militants de l'UNEF-ID, ont manifesté leur opposition à la destruction du tarif unique, mais l'existence même d'une liste BN de la MNEF-militants de l'UNEF-ID, l'absence d'une liste indépendante UNEF-ID interdisait le combat en défense du tarif unique, en défense de la mutuelle. A cause des listes uniques, les dirigeants de la MNEF n'ont pas eu de difficulté à faire confirmer par ce congrès leur décision de briser le tarif unique.

C'est l'acte de décès de la MNEF comme mutuelle, qui a été voté. C'est pour cela que je démissionne du CA de la MNEF de Lyon. Aujourd'hui, rester membre des CA de la MNEF, c'est participer à la mise en oeuvre des tarifs multiples, quelles que soient par ailleurs les déclarations de principe de l'on puisse faire. C'est pour cela que j'appelle les dirigeants de l'UNEF-ID à démissionner des CA ; seule cette position indépendante permettra à l'UNEF-ID d'engager le combat contre les fossoyeurs de la mutualité étudiante.

En aucun cas, les militants de l'UNEF ne peuvent participer à l'application de la destruction de la MNEF s'ils veulent permettre aux étudiants de se mobiliser réellement contre cette mesure.

(1) DECLARATION DE CHRISTOPHE JACQUES

La Sécurité Sociale, les mutuelles, font parties des acquis les plus importants du mouvement ouvrier et étudiant. Dans la mesure où il s'agit en réalité d'un salaire différé dont l'utilisation est contrôlée par les travailleurs, les étudiants et leurs organisations, le patronat n'a eu de cesse de remettre en cause ces acquis.

GISCARD, BARRE, CHIRAC se sont mis d'accord sur les premières mesures à appliquer s'ils sont majoritaires en 1986. Parmi ces mesures, il y a le démantèlement de la Sécurité Sociale, l'extension des assurances privées. Ce qu'ils

veulent, c'est reprendre le salaire différé que représente la Sécurité Sociale et établir un système d'assurances privées et de contrats individuels.

En 1967, avec les ordonnances de DE GAULLE, l'augmentation massive du ticket modérateur, la bourgeoisie avait porté un premier coup à la protection sociale. Elle avait poursuivi avec, par exemple en 1977, la création de la catégorie "médicaments de confort" remboursés à 40 % seulement. Ce que prépare la bourgeoisie pour 1986, c'est la liquidation complète du système de Sécurité Sociale. Ce qu'elle exige aujourd'hui du gouvernement FABIUS, c'est qu'il applique sans attendre cette politique.

Nous devons constater que le gouvernement diminue la couverture sociale. Par exemple: le 1er janvier 85, modification des taux de remboursement des frais d'honoraires des infirmiers et des frais d'anayses et de laboratoire ; le 19 juin 85, 369 médicaments ont été rajoutés à la liste des médicaments de "confort" (à l'origine, il y en avait 650 et il y en avait déjà 2100 avant le 19 juin 1985).

Notre mutuelle ne peut rester indifférente. C'est son existence qui est en danger, comme celle de l'ensemble des mutuelles. En effet, au fur et à mesure que les taux de remboursement de la Sécurité Sociale diminuent, les mutuelles prennent en charge la différence. C'est un gouffre financier qui menace leur avenir.

En outre, le congrès de la F.N.M.F. (Fédération Nationale de la Mutualité Française à laquelle la MNEF adhère) a décidé de prendre en charge la couverture mutualiste des chômeurs en fin de droit, à la demande du gouvernement qui ne veut pas faire payer le patronat. Outre le coût financier très élevé, cette décision amorce la privatisation de l'assurance chômage.

Dans de telles conditions, que peuvent faire les Mutuelles ? Certaines vont augmenter massivement la cotisation. Ainsi, la MGEN va préserver le tarif unique de cotisation et le même remboursement pour tous, mais va augmenter la cotisation de 50 % (qui va atteindre 3 % du salaire total).

La direction de la MNEF, en butte aux "sociétés d'assurances" concurrentes, a décidé de mettre fin au système du tarif unique et de l'égalité des remboursements : un deuxième tarif est créé, 2 fois plus coûteux (700 F). C'est ainsi que le forfait hospitalier (créé par le gouvernement en 83) pour faire faire des économies à la Sécurité Sociale est actuellement payé par les étudiants eux-mêmes. Ceux qui auront les moyens de payer le tarif C seront maintenant remboursés - pas les autres.

C'est inacceptable.

Cette décision est très grave. D'une part, c'est la fuite en avant pour tenter de prendre en charge ce que la Sécurité Sociale abandonne, c'est faire payer par les étudiants eux-mêmes ce qui relève de la Sécurité Sociale et donc du versement patronal, c'est préparer la multiplication des tarifs (c'est ainsi qu'est proposé un nouveau "produit spécifique" (sic) d'environ 2500 F pour les étudiants étrangers non couverts par une convention avec la France). D'autre part, c'est briser le principe même du système mutualiste : il faut dire et répéter que les mutuelles ont été historiquement fondées sur le principe de l'entr'aide et de la solidarité ouvrière de l'égalité face à la maladie. Le principe, c'est que chacun cotise en fonction de ses possibilités, mais reçoit en fonction de ses besoins.

Remettre en cause l'égalité des remboursements, c'est détruire la mutuelle. C'est pour cela que je vote CONTRE le rapport moral. Le Congrès doit rétablir le principe du taux unique de remboursement et donc de cotisation :

- un seul tarif de remboursement, le tarif ordinaire !
- même remboursement pour tous !

Pour faire face aux besoins de protection sociale des étudiants, ne faut-il pas plutôt exiger de la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale qu'elle prenne immédiatement toutes les mesures indispensables à la protection sociale et en particulier :

- abrogation des ordonnances de 1967 et de toutes les mesures anti-sociales qui s'inscrivent dans leur continuité,
- abrogation du forfait hospitalier,
- remboursement intégral de tous les médicaments,
- augmentation massive du budget de la Santé,
- expropriation du groupe pharmaceutique.

Ces propositions ne sont pas limitatives.

Toutes les mutuelles, tout le mouvement étudiant, tout le mouvement ouvrier est concerné.

Que le Congrès décide donc de s'adresser à toutes les mutuelles, à toutes les centrales syndicales, aux organisations syndicales étudiantes et en particulier à l'UNEF-ID dont les positions traditionnelles s'affirment en défense de la MNEF, pour que soit organisée dans l'unité, la mobilisation pour que la majorité à l'Assemblée Nationale satisfasse nos exigences.

C'est pour cela que nous proposons la préparation d'une manifestation unie à l'Assemblée Nationale.

&%

LIRE : "VIE DE KARL MARX" DE FRANZ MEHRING,

les notes et compléments théoriques et politiques du traducteur Gérard Bloch

LE PREMIER VOLUME

Après des années de travail, GERARD BLOCH nous livre sa traduction du livre de FRANZ MEHRING "Vie de KARL MARX", les notes et compléments théoriques et politiques qu'il y a ajoutés. Le premier volume vient de paraître. C'est un document d'un très grand intérêt : le livre de MEHRING par lui-même mais également les apports de GERARD BLOCH. Ce premier volume permet d'avoir une vue d'ensemble cohérente et précise du combat politique de KARL MARX et du développement conjoint de ses conceptions théoriques et politiques (ainsi que dans une certaine mesure de ceux de ENGELS). Naturellement, il part de la naissance de MARX mais l'intérêt se concentre sur les douze années qui vont de son entrée à l'université de Berlin à l'automne 1836, jusqu'au deuxième congrès de "la Ligue des Communistes", en fin novembre début décembre 1847 jusqu'à la publication du "Manifeste Communiste" en février 1848, à la veille de la révolution.

Ces douze années ont été les années de l'élaboration du matérialisme historique, dont "L'idéologie allemande", que MARX et ENGELS ont rédigé fin 1845 début 1846, a été "la première formulation d'ensemble", et du début de sa projection dans le combat politique. Elles sont donc d'une grande importance pour la compréhension du marxisme. De ce point de vue, on doit se féliciter que GERARD BLOCH ait apporté tant de soin à la recherche et à l'exposé de nouveaux éléments en utilisant une masse de documents et de textes dont MEHRING ne disposait pas lorsqu'il a écrit son livre. Il en résulte parfois non seulement des précisions mais des modifications de ce que MEHRING a écrit sur la vie de KARL MARX.

On peut regretter toutefois que GERARD BLOCH en fasse un peu trop. La lecture de ce volume présente en effet quelques difficultés en raison de l'abondance des notes, le goût du détail pas toujours nécessaire, le système de notation et l'ampleur de certaines notes. Autres conséquences : le premier volume à 687 pages et son prix s'élève à 160 francs, ce qui ne facilite pas sa lecture et sa diffusion par les militants. Pourtant nous ne saurions trop recommander sa lecture. Au total, il s'agit d'une oeuvre d'où se dégage la vraie figure de KARL MARX, le sens et le contenu de son combat et qui aide à se familiariser avec le matérialisme historique. Elle incite à lire soi-même ce que MARX et ENGELS ont écrit.

"LA DEMOCRATIE"... SANS CARACTERISATION SOCIALE

Mais LAMBERT a inventé "la ligne de la démocratie". Au nom de cette ligne il subordonne le P.C.I. et sa politique aux appareils dits "réformistes" notamment celui de F.O.. BLOCH, sous prétexte de défendre "la ligne de la démocratie", lui donne une toute autre signification politique que celle que lui donne LAMBERT. Cela lui vaut la petite mésaventure de ce faire morigéner dans "La Vérité". Pour

justifier "sa" "ligne de la démocratie", GERARD BLOCH se réfère aux écrits de 1843 de MARX. Il les cite largement :

> "Dans la démocratie ce n'est pas l'homme qui existe du fait de la loi, c'est la loi qui existe du fait de l'homme ; la loi y est l'affirmation de l'existence de l'homme , tandis que dans les autres régimes c'est l'homme qui est l'affirmation de l'existence de la loi .C'est en cela que la démocratie est différente".

GERARD BLOCH écrit :

> "Poursuivant son analyse, MARX va maintenant situer "l'Etat politique" -qu'il appellera plus tard "l'Etat bourgeois" par rapport à son contenu social, ce qui l'amènera à établir une distinction extrêmement profonde entre "démocratie" et "république" et à esquisser pour la première fois, à partir de la démocratie, la perspective de l'abolition de l'Etat".

BLOCH cite à nouveau MARX :

> "Dans la démocratie, l'Etat en tant qu'élément particulier est seulement un élément particulier ; en tant que universel il est l'universel réel, c'est-à-dire qu'il n'a pas un caractère déterminé le différenciant de l'autre contenu. C'est ce que les Français modernes ont interprété en disant que dans la vraie démocratie, l'Etat politique disparaît".

Plus loin, GERARD BLOCH affirme :

> "La démocratie restera pour lui (MARX) dans toute son évolution politique un moment essentiel de la lutte pour "l'émancipation humaine". Ce n'est certes pas par hasard qu'on ne trouve jamais sous la plume de MARX ou d'ENGELS l'expression "révolution démocratique bourgeoise" . "Révolution bourgeoise" d'une part, (et république bourgeoise) démocratie de l'autre sont pour eux des termes toujours distincts, généralement opposés" (pages 272, 273, 274).

GERARD BLOCH fait semblant de croire qu'il a réglé la question par ces phrases.

LENINE ET LA "DEMOCRATIE"

Dans son complément final au premier volume de MEHRING, GERARD BLOCH réaffirme encore "sa justification théorique" de "la ligne de la démocratie". Mais voilà une interprétation qui ne satisfait pas du tout LAMBERT. Par la plume de RAPHAEL, il engage une polémique contre BLOCH. Dans le n° 596 de "La Vérité", RAPHAEL rappelle à GERARD BLOCH que MARX et ENGELS ont, au cours des décennies qui ont suivi, en relation avec le développement de la lutte des classes, clarifié et précisé leurs positions sur la nature des différents Etats, les formes politiques que peuvent avoir ces Etats, et les relations entre la nature de l'Etat et sa forme politique. RAPHAEL reprend une citation que BLOCH a extraite de la "critique du programme d'Erfurt" (1891) faite par ENGELS :

> "Notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà démontré la grande révolution française".

A juste titre, RAPHAEL écrit :

> "Comme on l'aura remarqué, il est question dans ces textes de la "république démocratique" et (évoquant un autre texte qu'il cite également) de "la constitution démocratique" ce qui indique qu'il s'agit d'une forme particulière de l'Etat et non plus de la

démocratie "vérité de toutes les formes d'Etat" du manuscrit de 1843".

A l'évidence, RAPHAEL a raison sur ce point contre GERARD BLOCH. Pourtant il s'arrête là où tout commence.

Pour remédier à cette fâcheuse panne de stylo, il suffit de se référer à LENINE. Au contraire de ce que GERARD BLOCH prétend et qu'il veut attribuer à MARX et à ENGELS, la "démocratie" sans plus, selon LENINE, cela n'existe pas :

> "A moins de se moquer du sens commun, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes on ne saurait parler de la "démocratie pure" mais de la "démocratie de classe"."

Plus loin LENINE précise :

> "La "démocratie pure" n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise". ("La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky" - Oeuvres - Volume 28, pages 250 et 251).

Il faut donc préciser (ce que RAPHAEL ne fait pas) : "la démocratie est une forme particulière de l'Etat", mais l'Etat n'est jamais socialement neutre et en conséquence la démocratie non plus. Selon qu'elle est la forme prise par l'Etat bourgeois ou la forme que prend l'Etat ouvrier, il s'agit ou de la "démocratie bourgeoise" ou de la "démocratie ouvrière".

LA VERSION DE GERARD BLOCH DE "LA LIGNE DE LA DEMOCRATIE"

Bien entendu, GERARD BLOCH sait tout cela parfaitement. Mais il lui faut résoudre la quadrature du cercle : donner une allure marxiste à "la ligne de la démocratie". Alors il extrapole à partir de texte de MARX et d'ENGELS qui, si on les prend au pied de la lettre, signifieraient que la seule "démocratie" possible serait "la démocratie ouvrière". Ainsi GERARD BLOCH cite encore ce texte de ENGELS qui date de quelques mois avant la révolution de 1848 :

> "La démocratie c'est aujourd'hui le communisme... La démocratie est devenue principe prolétarien, principe des masses. Cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut être plus ou moins confuse pour les masses, mais tous sentent, au moins obscurément, que la démocratie implique l'égalité des droits".

A l'évidence, ENGELS esquisse là la "démocratie ouvrière", "la démocratie prolétarienne", forme politique (correspondant vraiment à la dictature du prolétariat) de l'Etat ouvrier. Il est vrai qu'à ce point de leur évolution politique, MARX et ENGELS n'en sont pas encore arrivés au moment où ils reconnaîtront et affirmeront la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois, qui ne peut être "réformé" et utilisé par le prolétariat pour exercer sa dictature, où ils souligneront la nécessité d'un nouvel Etat issu du prolétariat, l'Etat ouvrier. Ce n'est qu'au moment de "la Commune" que, selon eux, sera enfin trouvée la forme de la dictature du prolétariat. Dans ces conditions, il y a forcément des imprécisions, à ce moment, dans leurs écrits, sur ces questions.

GERARD BLOCH précise lui-même :

> "Et bien entendu, il est essentiel de ne pas oublier que la conquête de la démocratie suppose la destruction de l'appareil d'Etat ancien, cette machine de répression que la classe ouvrière ne saurait utiliser à ses propres fins".

Il poursuit :

"Mais précisément "la ligne de la démocratie" n'offre-t-elle pas les leviers les plus puissants pour la destruction de cette machine répressive ?"

En clair, GERARD BLOCH défend ici, sans le dire, en se masquant derrière l'utilisation du terme "démocratie", sans lui donner de caractérisation sociale, tout simplement "la ligne de la démocratie ouvrière", forme de l'Etat ouvrier qui correspond pleinement à la dictature du prolétariat.

LA "DEMOCRATIE" A TOUTES LES SAUCES

C'est inacceptable pour LAMBERT et son homme de plume RAPHAEL. Leur "ligne de la démocratie" c'est "la ligne de la démocratie bourgeoise" forme très élaborée et raffinée de la dictature de la bourgeoisie. C'est assez comique. GERARD BLOCH et LAMBERT ne veulent ni l'un ni l'autre caractériser socialement la "démocratie" à laquelle ils se réfèrent. GERARD BLOCH veut paraître comme défendant la ligne de la direction du P.C.I. en la faisant passer pour ce qu'elle n'est pas. Il parle donc de "démocratie" sans la caractériser socialement en lui donnant le contenu de "démocratie ouvrière" forme adéquate à la dictature du prolétariat. La "ligne de la démocratie" modèle LAMBERT et direction du P.C.I., c'est la ligne qui doit aboutir à l'institution ou à la revitalisaton de la "démocratie bourgeoise". Mais ils ne peuvent le dire ouvertement, aussi, à la façon de vulgaires libéraux, ils utilisent le terme "démocratie" sans plus. Mais justement en fonction du contenu de leur politique, du contenu que recouvre le terme "démocratie" lorsqu'ils l'utilisent, ils ne peuvent tolérer que GERARD BLOCH donne, lui, au terme "démocratie", même sans caractériser celle-ci socialement le contnu de "la démocratie ouvrière". Ce n'est pas par hasard que LAMBERT et la direction du P.C.I. ont refusé depuis quatre ans que soit élaboré un progamme d'action qui concrétise, en fonction de la situation française actuelle, le programme de transition "l'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale". Aussi, par la plume de RAPHAEL engagent-ils une polémique contre GERARD BLOCH... qui s'arrête court.

Au détour d'une phrase, on saisit cependant que leur ligne est bien celle de "la démocratie bourgeoise" :

> "La démocratie est, de toutes les formes d'Etat, celle qui favorise le développement le plus libre et le plus extrême de la lutte des classes, celui qui permet le renforcement des cadres d'organisation du prolétariat".

écrit RAPHAEL. Il ne s'agit donc pas de la "démocratie" qui doit exister à l'intérieur du prolétariat organisé comme classe, de la "démocratie" que le prolétariat instaure en prenant le pouvoir ("démocratie ouvrière"), mais de la forme politique de l'Etat bourgeois qui est la plus favorable au prolétariat pour s'organiser et se préparer à prendre le pouvoir mais où la classe dominante reste cependant la bourgeoisie ("démocratie bourgeoise").

NOUVELLE MOUTURE DE LA REVOLUTION PAR ETAPES

Constatons que la confusion ne permet pas d'avancer. Les développements historiques depuis 1848 ont considérablement enrichi théoriquement et politiquement le marxisme tel que MARX et ENGELS l'ont formulé. Depuis le début du siècle s'est ouverte l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui est aussi l'époque de la révolution prolétarienne. LENINE a écrit dans "l'Etat et la révolution", à propos de la "démocratie bourgeoise" :

> "Un telle république (la république démocratique) bien qu'elle ne supprime nullement la domination du capital, ni par conséquent l'oppression des masses, et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses

opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat" ("L'Etat et la révolution" - Oeuvres - Tome 25, page 481).

Oui mais : l'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne. La bourgeoisie comme classe est devenue totalement réactionnaire. Dans les pays impérialistes, elle ne peut que remettre en cause les tâches progressives réalisées jadis dans le cadre des républiques démocratiques dont parle LENINE. Dans les pays où la révolution bourgeoise n'a pas eu lieu, où ces tâches n'ont pas été réalisées, ou ne l'ont pas été entièrement, y compris dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, la bourgeoisie est incapable de les accomplir. Alors même qu'elle tente de desserrer l'étreinte de l'impérialisme, il lui est impossible d'accomplir les tâches de la "démocratie bourgeoise". C'est au prolétariat de prendre en charge le combat pour la réalisation de l'unité et de l'indépendance nationales, pour les libertés démocratiques, la réforme agraire, etc... Mais il ne peut avoir comme objectif la restauration ou l'instauration de républiques bourgeoises même démocratiques. Son objectif constant ne peut être que d'instaurer son propre pouvoir, sa propre dictature, exercée de façon adéquate sous la forme de la "démocratie ouvrière". Sa seule ligne est la ligne de la révolution prolétarienne, du pouvoir du prolétariat. Voilà ce que la théorie de "la révolution permanente" que LEON TROTSKY a élaborée enseigne et ce que l'expérience a confirmé.

"La ligne de la démocratie", que BLOCH le veuille ou non, n'est qu'une nouvelle mouture de la conception de la révolution par étapes (dans le meilleur des cas) : 1ère étape, instauration ou restauration de la démocratie bourgeoise ; 2e étape, dans un délai plus ou moins long révolution prolétarienne. En réalité, il s'agit d'une couverture des appareils, de celui de F.O. en particulier. GERARD BLOCH veut tricher avec la désagréable réalité. La direction du P.C.I. le rappelle à l'ordre.

*

* *

On connaît le proverbe russe "une cuillerée de goudron peut gâcher un baril de miel". Fort heureusement ce n'est pas le cas : les développements sur "la ligne de la démocratie" n'occupent qu'une petite partie des notes et compléments que GERARD BLOCH ajoute au premier volume de "Vie de Karl Marx" de MEHRING. Répétons-le: il faut lire ce volume, il apporte beaucoup.

Le 5 août 1985

BULLETIN D'ABONNEMENT A :

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

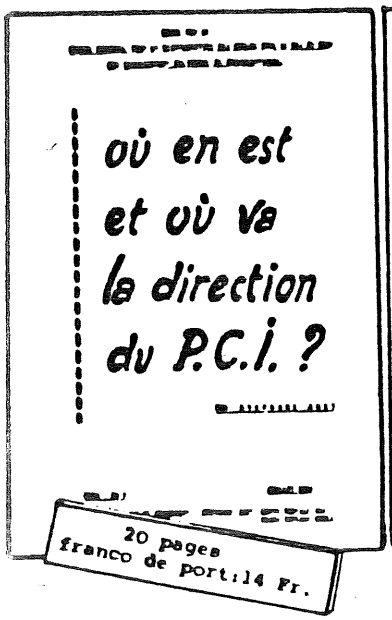
10 numéros : 50 Fr.

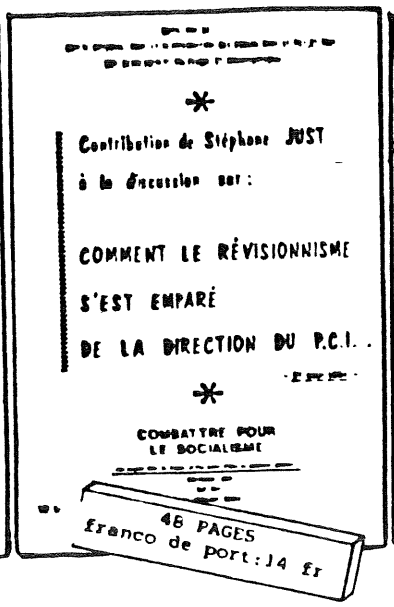
NOM:

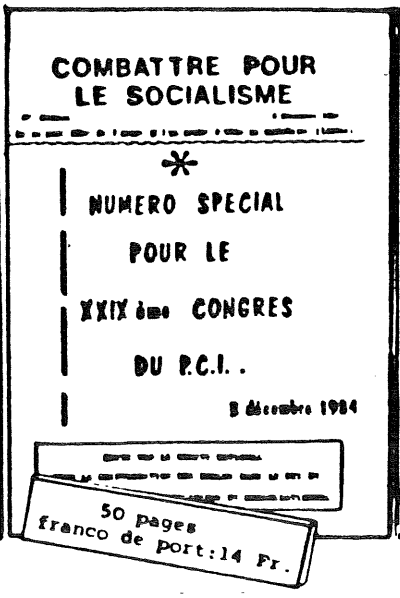
ADRESSE:

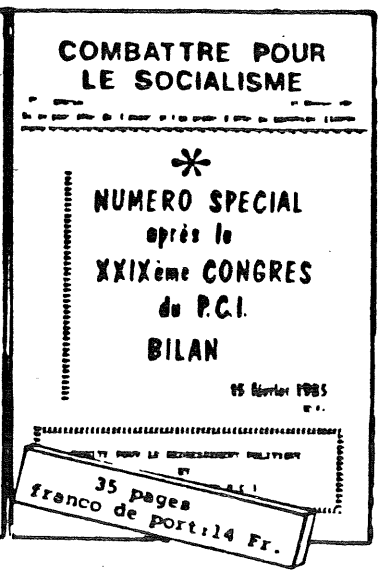
DATE: Payé par:

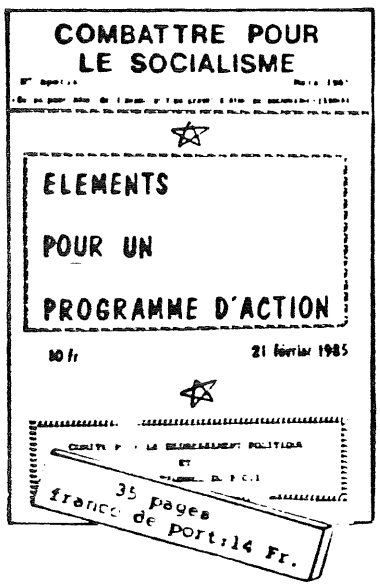
Envoyer à Stéphane JUST BP 154
92804 PUTEAUX CEDEX

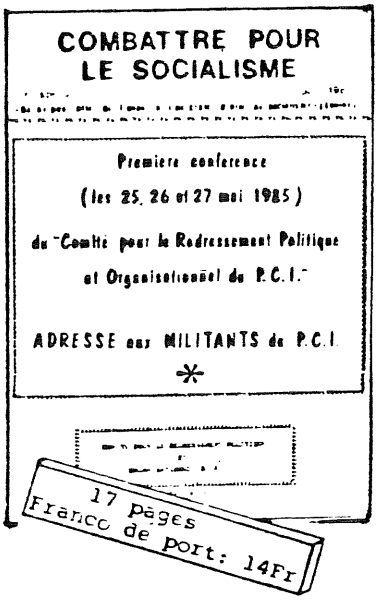












PRIX FRANCO DE PORT:

Une	brochure :	14 Fr
Deux	brochures:	27 Fr
Trois	brochures:	37 Fr
Quatre	brochures:	47 Fr
Cinq	brochures:	57 Fr
Six	brochures:	67 Fr

De nombreux camarades du PCI nous ont demandé nos brochures. C'est le début d'un acte politique important mais encore insuffisant.

Si tu as des points d'accords, il faut également participer:

1) Financièrement en nous envoyant une contribution financière.

2) En nous achetant les brochures

3) En t'abonnant à COMBATTRE POUR LE SOCIALISME.

4) En nous transmettant l'adresse de camarades dont tu désirerais qu'il reçoivent nos documents.

COMITE POUR LE REDRESSEMENT POLITIQUE

ET

ORGANISATIONNEL DU P.C.I.

Directeur de la publication : Stéphane JUST.
Commission paritaire : en cours.
Imprimerie spéciale.